



Effectuez votre recherche

Recherche par mot-clé



RECHERCHE AVANCÉE ▾ (/advanced-search.twg)

VALIDER

JOURNAL OFFICIEL N°391 DU 1 AVRIL 2018

Décret N° 00098/PR/MBCP du 19/03/2018 fixant les modalités de mise en œuvre de l'action récursoire de l'Etat

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n°9/94 du 17 septembre 1994 fixant l'organisation, la composition, la compétence et le fonctionnement de la Cour Judiciaire, des Cours d'Appel et des Tribunaux de Première Instance ;

Vu la loi organique n°005/2002 du 27 novembre 2002 fixant l'organisation, la composition, la compétence et le fonctionnement du Conseil d'Etat, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi organique n°49/2010 du 25 septembre 2011 déterminant la composition de la Haute Cour de Justice ainsi que la procédure applicable devant elle ;

Vu la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget ; Vu la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation ;

Vu la loi n°7/94 du 16 septembre 1994 portant organisation de la Justice ;

Vu la loi n°001/2005 du 04 février 2005 portant Statut Général de la Fonction Publique, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°14/2005 du 08 août 2005 portant Code de Déontologie de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°20/2005 du 03 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°627/MINECOFIN du 22 mai 1980 habilitant les services du Trésor à prêter leurs concours pour le recouvrement des créances liquidées au profit de certains organismes publics ou para étatiques ;

Vu le décret n°653/PR/MBCPFPFRE du 13 avril 2011 relatif à la responsabilité des ordonnateurs et des comptables publics ;

Vu le décret n°0254/PR/MEEDD du 19 juin 2012 portant Code des Marchés Publics, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°327/PR/MBCPFP du 28 février 2013 portant attributions et organisation du Ministère du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°0116/PR/MBCP du 15 avril 2014 portant création et organisation de l'Agence Judiciaire de l'Etat ;

Vu le décret n°280/PR/MBCP du 22 août 2014 portant création et organisation de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor ;

Vu le décret n°58/PR/MBCP du 16 janvier 2015 portant création et organisation de la Direction Générale du Budget et des Finances Publiques ;

Vu le décret n°0094/PR/MBCP du 8 février 2016 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;

Vu le décret n°00473/PR du 28 septembre 2016 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n°00252/PR du 21 août 2017 portant remaniement du Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Le Conseil d'Etat consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article 1er : Le présent décret fixe les modalités de mise en jeu de la responsabilité personnelle des agents publics, des préposés ou des mandataires de l'Etat dans le cadre de l'action récursoire de l'Etat.

Article 2 : L'action récursoire exercée en application du présent décret a pour finalité d'obtenir le remboursement total ou partiel des sommes effectivement payées à des tiers par l'Administration, en réparation des faits dommageables à eux causés par tout agent public, préposé ou mandataire de l'Administration, lorsque ces faits sont imputables à une faute personnelle.

Article 3 : L'action récursoire est subordonnée à la liquidation complète, par l'Administration, des condamnations pécuniaires prononcées contre elle par les juridictions compétentes.

Article 4 : L'action récursoire est exercée, à titre exclusif, par l'Agent Judiciaire de l'Etat, au nom et pour le compte de l'Etat ou de ses démembrements.

L'action récursoire peut être initiée par l'Agent Judiciaire de l'Etat, après avis du Ministre chargé du Budget, ou sur saisine de l'Administration ou de la personne publique intéressée.

Article 5 : L'agent public dont la responsabilité personnelle est prononcée par la décision de justice est tenu, selon les cas, au remboursement total ou partiel des sommes que l'Etat a payées au titre de la réparation des préjudices causés par cette faute personnelle.

Article 6 : Les juridictions compétentes déterminent, à titre exclusif, le degré de responsabilité personnelle de l'agent public, préposé ou mandataire de la puissance publique.

Lorsque le dommage est la conséquence des fautes personnelles de plusieurs agents, chacun d'eux n'est tenu que dans la mesure où sa faute a contribué à la réalisation du dommage.

Article 7 : L'Agent Judiciaire de l'Etat est tenu, chaque fois que les éléments du dossier le révèlent, de soumettre aux juridictions saisies des actions en responsabilité contre l'Etat ou ses démembrements, de développer des conclusions tendant à obtenir la mise en jeu de la responsabilité personnelle de l'agent public, du préposé ou du mandataire de l'Administration ou de la personne publique intéressée.

Article 8 : Tout service de l'Etat ou de ses démembrements est tenu de communiquer à l'Agent Judiciaire de l'Etat tout document ou toutes informations utiles en vue de la mise en œuvre de l'action récursoire.

Article 9 : Les décisions rendues par les juridictions compétentes en matière d'action récursoire de l'Etat contre les agents publics sont exécutées conformément aux règles d'exécution des titres émis ou détenus par l'Etat.

Article 10 : L'exercice de l'action récursoire peut justifier la prise de mesures conservatoires, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Article 11 : L'agent public envers lequel est engagée une action récursoire en est notifié par l'Agent Judiciaire de l'Etat, par tout moyen laissant trace.

Il dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la notification, pour faire valoir ses moyens de défense.

Article 12 : L'Agent Judiciaire de l'Etat est tenu de joindre la réplique de l'agent public au dossier qu'il présente à la juridiction compétente.

Article 13 : L'Agent Judiciaire de l'Etat peut, au vu des éléments pertinents de défense fournis par l'agent public mis en cause, décider, après avis préalable et conforme de l'autorité qui a mis en œuvre l'action, d'arrêter le cours de celle-ci et de classer le dossier.

Article 14 : Les parties peuvent décider de transiger, en cours de procédure, dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

La conclusion d'une transaction avec les victimes n'est pas exclusive de l'exercice de l'action récursoire de l'Etat.

Article 15 : La mise en œuvre de l'action récursoire n'est pas exclusive des poursuites qui peuvent être engagées par l'Etat lorsque les faits imputables à l'agent public, au préposé ou au mandataire de l'Administration sont constitutifs d'infractions prévues et réprimées par les textes en vigueur.

Article 16 : Toute action récursoire exercée au nom et pour le compte de l'Etat ou de ses démembrements est portée devant la juridiction administrative compétente.

Article 17 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 18 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 19 mars 2018

Par le Président de la République,

Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Emmanuel ISSOZE NGONDET

Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, chargé des Droits Humains

Edgard Anicet MBOUMBOU MIYAKOU

Le Ministre d'Etat, Ministre du Budget et des Comptes Publics

Jean-Fidèle OTANDAULT

Abonnez-vous au Journal Officiel de la République Gabonaise

Inscrivez-vous et recevez votre exemplaire du journal Officiel de la république Gabonaise.

**ABONNEZ
VOUS
(/Form-
Abonnement.Twg)**

[Accueil](#) | [Mentions légales](#) | [Plan du site](#) | [Nous contacter](#)

Design & développement ANINF (<http://www.aninf.ga>) © 2016 www.journal-officiel.ga